

Campagne internationale d'information

(À diffuser dans les réseaux d'acteurs internationaux -civils et politiques)

ÉTAT DES LIEUX DE LA DÉMOCRATIE, DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES FORCES SOCIO-POLITIQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2026. QUE FAIRE ?

La déconstruction de la démocratie et de l'État de droit, pourtant naissants en République Démocratique du Congo depuis l'adoption de la Constitution de 2006 et l'organisation des élections générales la même année, a bel et bien commencé sous le régime de Joseph Kabila (2001–2018).

À titre illustratif, on peut citer : la révision constitutionnelle de 2011 ayant supprimé le scrutin présidentiel à deux tours au profit d'un scrutin à un tour afin d'augmenter les chances de victoire du Président en place ; le refus d'organiser les élections en 2016 dans le but de briguer un troisième mandat présidentiel pourtant interdit par la Constitution ; ainsi que la substitution du vainqueur des élections présidentielles de 2018, M. Martin Fayulu, par l'un des candidats battus, proclamé président de la République, M. Félix Tshisekedi.

Cette dynamique de déconstruction s'est ensuite accélérée sous le régime du Président Félix Tshisekedi. Elle s'est notamment traduite par le renversement jugé illégal de la majorité parlementaire en 2021 ; une gouvernance caractérisée par des violations permanentes et délibérées des lois et de la Constitution ; un processus électoral volontairement bâclé en décembre 2023, marqué par la distribution ciblée de machines à voter aux partisans du pouvoir afin de favoriser des fraudes électorales ; ainsi que l'annonce officielle, en 2024, d'un projet de changement constitutionnel visant à ouvrir la voie à un troisième mandat présidentiel.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsoc@changecongordc.org / carsocasbl@yahoo.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Quré-Poirier, QC J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)

Au début de l'année 2026, ce sont surtout les violations explicites et assumées des droits civils et politiques des Congolais, observées depuis le second semestre de 2025, qui témoignent de l'effacement avancé de la démocratie et de l'État de droit, dans une logique manifeste de consolidation d'un régime autoritaire en RDC. Ces violations se manifestent notamment par :

- **Le harcèlement, les enlèvements nocturnes et les arrestations arbitraires de voix dissidentes, sans jugement :**
 - Aubin Minaku, Emmanuel Shadari, John Kabamba, Stéphane Shisso, Nathanaël Onokomba, Papy Mawesi, Dunia Kilanga, Parole Kamizelo, Norbert Yamba Yamba, etc.
- **L'exil forcé de dirigeants de partis politiques d'opposition et d'autres acteurs politiques et civils clés :**
 - Joseph Kabila, Matata Mponyo, Moïse Katumbi, Seth Kikuni, Claudel Lubaya, Frank Diongo, Jean-Claude Vuemba, Pero Luwara, etc.
- **La suspension ou l'interdiction des activités de partis politiques d'opposition,** notamment ceux ayant choisi de s'associer à l'ancien Président de la République au sein de la plateforme « Sauvons la RDC ».

Ce processus de déconstruction de la démocratie et de l'État de droit résulte essentiellement de la volonté des élites au pouvoir de pérenniser leur domination politique et de préserver un système de prédateur. Sa mise en œuvre est facilitée par les faiblesses structurelles et chroniques des forces sociales et politiques internes.

La décomposition et la démobilisation de la société civile congolaise en tant que force sociale militante — à l'exception notable de la hiérarchie de l'Église catholique du Congo et de celle de l'Église protestante au Congo — sont aujourd'hui très avancées. Cette situation ne cesse de s'aggraver à mesure que la démocratie et l'État de droit reculent. Pourtant, c'est l'inverse qui aurait été souhaitable dans un tel contexte, afin de maintenir vivante la flamme du combat politique et de la défense des droits socio-économiques. Si cette réalité n'est pas rapidement corrigée, la société congolaise restera durablement une proie facile aux velléités dictatoriales de tout gouvernant, y compris ceux issus de l'opposition politique — l'actuel président en est une illustration éloquente.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsoc@changecongordc.org / carsocasbl@yahoo.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751

L'affaiblissement profond des partis politiques d'opposition constitue une autre réalité majeure qui laisse le pouvoir en place sans véritable contrepoids. Leur inconstance et leur manque de cohérence dans le combat politique au cours des quatre derniers cycles électoraux ont fini par leur faire perdre la confiance des populations, désormais peu réceptives à leurs appels à la mobilisation. Cette situation concerne tant l'opposition parlementaire qu'extraparlementaire. Avant les élections de 2023, il existait encore au sein des institutions une opposition parlementaire capable d'influencer les dynamiques politiques institutionnelles. Aujourd'hui, celle-ci est réduite à environ 20 députés sur 500 à l'Assemblée nationale, aucun député dans les 26 assemblées provinciales, et seulement 3 sénateurs sur 100 au Sénat.

Un acteur qui avait commencé à exercer un rapport de force susceptible d'influencer significativement l'agir politique du pouvoir central était la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, notamment après la prise des villes de Goma et de Bukavu. Toutefois, à la suite de la signature de l'Accord de paix RDC-Rwanda à Washington le 4 décembre 2025 et de la perte subséquente de sa capacité de pression militaire, l'AFC/M23 se trouve aujourd'hui politiquement affaiblie. Cette perte de capacité de pression est d'autant plus réelle que le pouvoir de Kinshasa n'a plus beaucoup d'emprise à négocier, avec en vue l'objectif de repousser les élections de 2028 en raison de ce conflit (l'exploitation politique de l'« agression rwandaise » est évidente depuis le début de ce conflit, contrairement aux multiples autres conflits armés en cours à travers le pays).

Par ailleurs, la lassitude croissante de la communauté internationale face à l'inconstance et au manque de crédibilité des acteurs politiques congolais a conduit à une quasi-indifférence à l'égard des questions de démocratie et d'État de droit en RDC. Après avoir exercé de fortes pressions sur le régime de Joseph Kabilé entre 2016 et 2018 afin d'empêcher un troisième mandat, la communauté internationale s'est progressivement accommodée des multiples atteintes portées à la fragile démocratie congolaise par le pouvoir actuel. Cette attitude confère à ce dernier une marge de manœuvre accrue pour poursuivre, voire intensifier, les violations des droits civils et politiques des Congolais évoquées ci-dessus.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsoc@changecongordc.org / carsocasbl@yahoo.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751

Que faire ?

La reconstruction, sur l'ensemble du territoire national, d'une société civile forte et mobilisable, d'une part, et la remobilisation de la communauté internationale afin de la réengager sur les enjeux politiques congolais, d'autre part, constituent les deux actions majeures et urgentes à entreprendre dès 2026 pour sauver la démocratie et l'État de droit en RDC.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement de leurs hiérarchies envers la démocratie congolaise est sans faille : l'Église catholique du Congo et l'Église protestante au Congo. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur ce dernier. Au niveau local, ces paroisses constituent des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines formées des élites laïques actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux structures le socle pour reconstruire rapidement une société civile forte et mobilisable. L'urgence d'organiser ces paroissiens laïcs s'impose!

Pour remobiliser la communauté internationale, il appartient aux élites civiles congolaises engagées en faveur de la démocratie et de l'État de droit de prendre leur responsabilité face à l'histoire. Elles doivent rapidement faire émerger des équipes composées de nouveaux visages compétents et intègres auxquels les acteurs internationaux pourraient à nouveau faire confiance; après la désillusion leur imposée par l'actuelle classe politique (au pouvoir comme à l'opposition) durant les quatre législatures depuis 2006.

Le dialogue national inclusif tant réclamé, pour lequel les Pères des deux Églises susmentionnées se battent depuis janvier 2025 mais auquel s'oppose le pouvoir de Kinshasa, demeure indispensable pour définir une feuille de route crédible en vue de la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit au Congo. Le combat pour sa concrétisation doit se poursuivre. Toutefois, en l'absence de forces sociales structurées et de pressions politiques effectives — tant internes qu'externes — capables de contraindre le pouvoir à se conformer à la feuille de route qui en sortira, celle-ci risque de demeurer lettre morte.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsoc@changecongordc.org / carsocasbl@yahoo.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751